

La liberté de la presse francophone sous les griffes d'un lion noir.

Marcel Sel

16 Février 2011 ©Marcel Sel et Un Blog de Sel 2011.

Reproduction autorisée moyennant citation du nom de l'auteur et de l'adresse du blog «<http://blog.marcel-sel.com>»

J'ai été étonné de voir le peu de réactions suite à «l'interdiction» faite par la N-VA au correspondant de Libération Jean Quatremer d'encore demander la moindre interview. La semaine passée, [il a reçu une lettre officielle lui expliquant les raisons de cette «mise sur liste noire»](#). D'autres médias, dont Le Soir et Le Monde, n'obtiennent plus de réponse à leurs appels au parti nationaliste depuis longtemps, et l'on peut supposer que la RTBF fait désormais aussi partie des indésirables. Mais c'est loin d'être la seule entorse à la liberté de la presse.

Outre le «trollisme» organisé de partis nationalistes qui monopolisent les forums de la presse flamande et francophone pour y diffuser leurs idées ou lancent des campagnes de haine dès qu'un article ou un message ne leur plaît pas ([voir le texte d'Els Ampe contre le nationalisme](#)), c'est aussi souvent la presse du Nord qui en arrive à museler celle du Sud, parce qu'elle «gonfle» toute formulation qui ne lui convient pas pour en faire une «phrase de haine», et désigne alors le coupable du «méfait». Ce week-end, la RTBF a découvert que les deux phénomènes, mails haineux et campagne de presse flamande, étaient une forme d'oppression. Et les exemples s'amoncellent.

Pourquoi le boycott de journalistes par la N-VA est-elle scandaleuse ? Tout d'abord parce qu'elle est un acteur majeur de la politique belge. À ce titre, elle porte une responsabilité envers ceux qui l'ont élue, bien sûr, mais aussi envers ceux qu'elle pourraient co-gouverner. Imaginons que demain, Bart De Wever soit nommé informateur (il a du reste déjà été nommé à une fonction officielle par le roi précédemment). Par une telle nomination, il représente tous les Belges — au travers du

roi, ce sont en effet tous les Belges qui l'auront chargé d'une telle mission. Réserver ses interviews aux journaux qui se soumettent à sa bonne volonté revient alors à «vendre» une info publique par nature uniquement aux «bons journaux» (une variante des «bons Flamands»).

Or, tous les organes de presse un tant soit peu importants doivent être en mesure de concurrencer leurs confrères. En réservant systématiquement ses interviews à ceux qui se plient au discours qui lui paraît acceptable et en les refusant à d'autres, Bart De Wever fausse donc la concurrence informative, au profit de ses arguments à lui. Ceux, très à la mode, du mouvement néo-flamand. En Flandre, d'abord. Et par dhimmitude, chez beaucoup de Francophones qui confondent soumission au nationalisme flamand et empathie pour la culture, la population, le courant d'émancipation sociale (du XIXe siècle) flamands. En «retirant leur accréditation» à des journalistes ou à des journaux, Bart De Wever fait inmanquablement pression sur eux.

C'est clairement une atteinte à la liberté de la presse, par le parti qui se fait justement le chantre de la liberté d'expression totale et absolue pour tous, et de la suppression du Centre de l'Égalité des Chances et contre le Racisme, qui empêche l'extrême droite de dire tout ce qu'elle pense des bougnoules, des niakoués, des métèques, des pédés et des ispices di counnasses !

Vous me direz que la N-VA n'est pas en mission officielle aujourd'hui. C'est vrai. Mais n'est-elle pas le parti le plus important de Belgique ? Bart De Wever ne tient-il pas le destin du pays dans ses mains ? VTM ne lui demande-t-il pas comment il «veut» résoudre la crise, comme s'il était le seul à décider ?

Soyons clairs : je ne me fendrai pas d'un article si Groen! refusait des interviews à Père Ubu ! Mais là, on parle d'une tout autre dimension. Cette nuance est fondamentale. Et la N-VA joue à fond la confusion. Elle réclame ainsi : *«Le droit de préférer ne pas parler à des gens qui nous accusent de viol, de crimes et d'actions guerrières.»* Comme si un parti qui représente plus d'un million de citoyens et fait la pluie et le beau temps dans le pays avait à «préférer» quelque chose. Non, il a une responsabilité qu'il doit assumer. À noter du reste que personne n'a accusé la N-VA de viol, de crimes ou de guerre ! Jean Quatremer démonte cette grossière manipulation [sur son blog](#).

Il faut être un peu sérieux. On parle ici du boycott politique du premier journal belge francophone, du journal français le plus connu dans le monde, de la chaîne publique francophone belge (je suppose), et de Libération, le journal fondé par Jean-Paul Sartre. Si demain, Sud Presse et Vers l'Avenir se faisaient un tant soit peu incisifs, et déplaisaient à Bart De Wever, La Libre Belgique aurait seule l'honneur de toutes ses interviews en français. Libre concurrence ? Ben non. C'est pourtant le Credo de la N-VA, la libre concurrence. Et si à son tour, La Libre écrivait l'article de trop sur le nationalisme, le premier parti de Belgique en viendrait à boycotter purement et simplement l'ensemble du monde journalistique francophone.

Le résultat de ces pratiques, c'est qu'il règne une drôle d'ambiance, aujourd'hui déjà, dans le milieu de la presse francophone. Un journaliste qui venait de publier un papier objectif, mais antinationaliste me dit juste après publication «Voilà. Après ce papier, je ne pourrai plus avoir d'interview de la N-VA.» Étrange métier ! D'autres rédactions réagiront forcément de manière opposée. Le rédacteur en chef d'un journal à qui la N-VA aura promis une interview exclusive, et qui recevra d'un pigiste un article objectif, mais qui pourrait dépasser les limites établies par la société Bartman, sera évidemment enclin à l'autocensure. Ça ne joue pas trop pour les journaux étrangers, mais pour ceux qui font leur beurre en Belgique, ne plus être à même de produire une interview de l'homme de la situation signifie perdre des lecteurs. Une interview de Bart, ça fait vendre. Et la presse ne va déjà pas très bien. Avec une pression pareille, elle

n'est donc déjà plus libre aujourd'hui de diffuser tout ce qu'elle souhaiterait sur le nationalisme.

Pire. Derrière leur «frustration de façade» face aux «méchancetés francophones» et françaises, les néo-nationalistes flamands ont bien du mal à cacher des réflexes qui font peur. Ainsi, Jeroen Overmeer, le porte-parole de la N-VA, écrivait dans sa lettre à Jean Quatremer : *«Bien que je trouve de telles déclarations abominablement injustes, je ne vous retire pas le droit de les exprimer».* J'attire votre attention sur la tournure d'esprit : «Bien que... je ne vous retire pas». Il n'écrit pas «Vous avez évidemment le droit d'écrire les choses les plus injustes à nos yeux», ce qui aurait impliqué qu'il adhérerait naturellement à la liberté de la presse. Non, il utilise le négatif de ce qui semble bien le titiller : «retirer», s'il le pouvait, «le droit» à Jean Quatremer d'exprimer ce qui dérange Overmeer ! Comme il ne le peut pas dans le cadre légal actuel (mais qu'en serait-il dans une Flandre indépendante avec 45 % de nationalistes ?), il en est réduit à un lapsus «malheureux».

Oui, je donne mon interprétation de la phrase du porte-parole de la N-VA et il se peut que ce ne soit qu'une formulation maladroite, mais ce parti a quand même déjà exclu au moins 3 ou 4 grands offices de presse ; cette formulation doit nous inquiéter.

D'autant que la N-VA n'avait apparemment pas matière à se plaindre d'attaques directes : tous les exemples de déclarations «anti-N-VA» de Quatremer repris par Jeroen Overmeer dans sa lettre d'exclusion visent, soit le nationalisme en général, soit des pratiques du TAK, soit des règlements de la Région Flamande qui seraient du reste considérés comme scandaleux ailleurs (interdire de parler sa langue dans une cour de récré...) Comme souvent, la N-VA s'identifie donc ici à la Flandre et identifie la Flandre à elle-même. Cette identification du peuple au parti et du parti au peuple est l'un des ingrédients du totalitarisme (après avoir écrit ceci, je suis interdit d'interview à la N-VA). Bien sûr, on n'en est pas là. Mais un peu de vigilance est la base même de la démocratie. Alors, indignez-vous, bon sang !

Ou alors, soumettez-vous, chers journalistes francophones, anglophones ou germanophones, aux «limites acceptables» établies par la N-VA. Et surtout, ne vous avisez pas d'écrire — comme l'a fait cet extrémiste, raciste, francophile, frans, vlaamshatend, antidemocrate, de Quatremer dans De Morgen —, à propos de politiciens flamands : «Ils sèment la haine entre deux communautés qui ne se sont jamais haïes. Ils les dirigent vers une guerre ethnolinguistique qui rappelle les Balkans». Ouh le méchant journaliste !

Le correspondant de Libé a-t-il fait par ces mots un constat odieux, dégueulasse, injurieux ? Non. C'est une interprétation qu'il doit avoir le droit de partager. Et elle est partagée, y compris en Flandre ! Pour vous dire, Verhofstadt (Open VLD) avait déjà fait bien pire en écrivant dans un grand journal flamand que la logique ultime de l'identitaire, c'était Auschwitz. Et Pascal Smet (SP.a), dont le parti gouverne avec la N-VA au gouvernement flamand a récemment accusé le CD&V de vouloir faire de Bruxelles «un second Sarajevo». Alors, Quatremer y va souvent fort ? Oui, ça, c'est vrai. Il est radical dans ses formulations ? Oui, et alors ? Vous avez déjà bien écouté Luc Van Der Kelen ? Il fait pareil. So what ? C'est un crime ? Non ! C'est la base même de la liberté de la presse.

Car si tous les partis se mettaient à établir les limites de ce qu'on a le droit ou non de dire (pourquoi la N-VA serait-il le seul parti à pouvoir s'autoriser à jouer ce jeu-là ? ; ce serait plus équitable si tout le monde s'y mettait !), nous ne lirions plus Le Soir ou La Libre, mais bien la Pravda. Ou plutôt non, nous ne lirions plus rien du tout !

Le porte-parole de Bart, après avoir évoqué ce qu'on ne peut faire en aucun cas, montre clairement ce qu'on doit faire, et le bon exemple à suivre : «Comme vous l'écrivez, nous avons déjà plusieurs fois donné des interviews à la Libre Belgique. Je vous invite à lire ce journal quotidiennement, je crois que vous pourrez difficilement soutenir que c'est un journal qui soutient la N-VA.» Dont acte. Lisez La Libre. Voilà un bon organe d'information, dûment validé par Bart De Wever et sa Propaganda-Abteilung (je prends ici volontiers le point Godwin, ma comparaison étant aussi inadmissible que celle du député

flamand qui compara l'extension de Bruxelles à une «Anschluss».)

La démocratie, c'est l'électeur, me direz-vous ? Non. L'électeur est capable d'absolument tout. Et le député, aussi ! C'est l'électeur allemand qui a hissé Hitler au pouvoir (et zou, un deuxième point Godwin : parler d'Hitler dans un article où le mot N-VA figure, c'est strictement interdit), et c'est le député français qui a donné les pleins pouvoirs à Pétain. Qu'est-ce qui leur a manqué ? L'expression d'une presse libre, et radicalement libre ! Celle-là, justement, qui ne fait pas du tout plaisir aux partis.

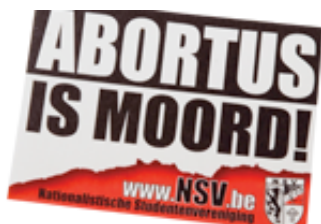
Les conditions de la démocratie ne peuvent donc être remplies que lorsque la presse est démentiellement libre et que toutes les tendances, toutes les idées, peuvent librement s'exprimer. Aussi bien celles qui ne plaisent pas du tout à la N-VA que celles qui ne plaisent pas du tout au PS. À défaut, ce dernier parti serait en droit de refuser toute interview à la VRT ou à De Standaard dès aujourd'hui. Pourquoi Di Rupo ne le fait-il pas ? Kris Peeters, ministre-président flamand, semble d'ailleurs lui aussi sélectionner très scrupuleusement les journaux auxquels il accorde des interviews. Alors, pourquoi ils ne s'y mettent pas tous ?

L'exclusion est antidémocratique, parce qu'elle permet à la N-VA d'éviter tout article trop «hard». Et ça marche ! Un exemple. Publiez le communiqué de presse officiel du cercle étudiant flamand NSV : «*La NSV félicite l'ancienne co-militante Kim Van Cauteren, pour sa nouvelle fonction de présidente de Jong N-VA (les jeunes N-VA). (...) Au regard de l'impasse politique actuelle, il est particulièrement souhaitable que le mouvement flamand radical [c'est-à-dire d'extrême droite] ait aussi sa voix dans le débat autour de la nouvelle réforme de l'État. (...) beaucoup de partisans de la N-VA et de personnes liées au parti sont actifs à la NSV.* » Et ajoutez simplement la précision objective suivante : «*la NSV est un cercle d'étudiants d'extrême droite* », et voilà vos interviews potentielles de la N-VA en ballottage. Pourtant, la NSV est bien, objectivement, un cercle d'extrême-droite !

Allez juste un pas plus loin. Rédigez un commentaire qui vous paraît nécessaire du

genre «*La présidente des jeunes N-VA s'est donc préalablement compromise avec les jeunes étudiants nationalistes, homophobes, racistes et francophobes de la NSV*» et bardaf ! vous êtes sur liste noire. Vous n'avez pourtant fait que votre travail de journaliste ! Où est la limite ? Eh bien, par exemple, vous pouvez dire que cette jeune présidente a signé l'appel à une Flandre indépendante. Mais ne dites surtout pas que cet appel a été lancé par un monsieur du Vlaams Belang ! Mais ça va plus loin...

Tentez de lier la NSV à Jong N-VA dans une émission de la VRT, et ce sont les journalistes flamands eux-mêmes qui vous reprocheront de «*pousser Bart De Wever dans le coin de l'extrême droite* ». Aucun journal flamand n'a d'ailleurs évoqué le passé (apparemment encore très présent) de la nouvelle étoile jeune de la N-VA. Ce n'est pas important ? C'est de



la provoc ? Et si demain, on apprenait que le président des jeunes MR a fait partie d'un cercle d'étudiants qui était présent à une commémoration aux Waffen SS

wallons en octobre 2010, on fait quoi ? On se tait ? Ça m'étonnerait ! Il suffit qu'un membre du Parti Populaire ou de Lidé ait un jour serré la main à l'oncle d'un cousin du petit fils d'un gars qu'on aurait entendu chanter Lili Marlène en allemand avec un accent bavarois sous sa douche, et toute la presse belge écrit «Des candidats d'extrême droite sur la liste PP» !

Alors, avec des liens pareils, aussi concordants, aussi nombreux, on fait quoi, amis journalistes ? On ne dit rien de rien à la population francophone ? Je veux dire, on continue gentiment à ne rien dire ? C'est ça, l'information dans une démocratie ? Ou on demande



à Martin Buxant (La Libre) de convoquer Bart De Wever et de lui poser la question : «La nouvelle présidente de votre section jeune a-t-elle bien fait partie de ce cercle qui non seulement commémore les Waffen SS flamands, mais

de surcroît reprend intégralement leur chant de guerre sur leur site ? Et a-t-elle pris clairement ses distances par rapport à ce club ? La NSV dit-elle vrai quand elle affirme que beaucoup de personnes actives à la N-VA sont aussi membres de la NSV ?», questions qui me semblent le minimum minimum dans une démocratie de l'Europe postnationaliste, qui sait que le plus grand danger qui la guette est l'extrême droite.

Martin Buxant n'appellera pas la N-VA pour poser cette question. Car ce serait vu comme une provocation. Et puis, les grands journaux doivent rester très, très prudents : on ne sait jamais que ça déstabilise les négos...

euh... les quoi ?

Les négociations ?

Après 249 jours ?

Vous plaisantez ?

Allons, allons, Marcel, tu fantasmes ! La N-VA est ouverte à toutes les questions ! Bart répondra très gentiment ! Il suffit d'essayer ! Allez, La Libre ! On tente le coup ? On lui pose les questions ci-dessus ? Et on précise bien, en passant, le point 2 du manifeste de la NSV, où elle «*exige l'amnistie inconditionnelle pour toutes les personnes condamnées après la Seconde Guerre mondiale sur base de raisons politiques*» (en clair, tous les collabos condamnés) ? Bon, non, n'allons pas provoquer. Laissons nos aïeux résistants pleurer sur notre moultitude pathétique, notre manque de solidarité démocratique, notre aveuglement clinique.



Je ne comprends même pas pourquoi l'Association des Journalistes Professionnels ne réagit pas, suite à quand même trois ou quatre embargos sur des journaux. Elle informait pourtant ce 10 février d'une conférence sur l'autocensure des journalistes due à l'excès de recours juridiques. Graaaaaave danger pour la démocratie ! Mais rien de rien sur ce refus d'information au Soir,

à Libé, au Monde (et très probablement à d'autres médias).

Pourtant, on navigue dans des courants dangereux. Car en prenant son public favori à témoin sur les soi-disant «affronts» d'une «certaine» presse francophone, Bart De Wever mène aussi un combat nationaliste : jeter l'opprobre sur l'intelligentsia d'en face, présenter son information comme non-crédible et tendancieuse, inviter le Flamand à ne plus lire ces journaux qui ne donnent pas l'info qui plaît au parti. Le Soir, plus grand journal belge francophone, est évidemment la cible idéale politiquement et ethnolinguistiquement parlant. La RTBF était pour sa part déjà de longue date classée au rayon «Radio Mille Collines» (une radio génocidaire rwandaise) par Yves «Marseillaise» Leterme. Elle est de surcroît systématiquement épinglée à la moindre occasion par la VRT.

Rendez-vous compte : le reportage qui a choqué la Flandre, une séquence de deux minutes de la RTBF sur Marie-Rose Morel, a été diffusé au moins à quatre reprises à la VRT, en 24 heures, et dans tous les cas, il n'y avait pas un intervenant francophone sur le plateau pour donner son point de vue, et en débattre ! On n'agirait pas autrement si on cherchait à donner la nausée au téléspectateur flamand. Ce n'est plus de l'info, c'est de la crucifixion. Et ça veut donner des leçons de journalisme ?

Dans aucune de ces émissions, la VRT n'a envisagé de répondre à l'accusation qui lui était lancée depuis le Sud : «fallait-il, dès le départ, que les médias flamands accordent une telle attention à une députée Vlaams Belang malade du cancer ? Des reportages télé, une chronique dans Het Laatste Nieuws, un blog à la VRT, des articles dans De Standaard...» On n'envisagea même pas de relever la question. Non, l'important fut exclusivement la réaction «francofoon». Belle liberté de la presse où une chaîne voue l'autre aux gémonies, exige des excuses, mais n'est pas capable de la moindre autocritique !

L'opinion des journaux flamands est d'ailleurs aussi un facteur tendancieux. Ainsi, De Standaard publiait récemment une chronique de Bart De Wever (mais oui !) dans laquelle il présentait sans complexe Le Soir comme un journal de collaboration. On n'a pas trop osé

réagir au Sud. Mais toute allusion similaire dans une revue francophone soulève un tollé (journalistique) en Flandre. C'en est au point qu'on ne sait plus vraiment ce qui est autorisé par le monde politique et journalistique flamand !

Samedi, Le Soir a eu le malheur de publier une photo de campagne de la N-VA datant de 2003, avec Bart De Wever à côté de Marie-Rose Morel (elle était à la N-VA à l'époque) pour illustrer l'enterrement de la jeune maman. Aïe ! Mauvais choix. Apparemment choqué par cette photo, Het Laatste Nieuws demanda dès le lendemain à Bart ce qu'il en pensait (c'est vrai, quoi, une photo de lui à-côté de l'amie à qui il a rendu hommage ce samedi devant des millions de téléspectateurs flamands, quel scandale !) et réponse de Bart De Wever : «*Le Soir est un journal qui très sincèrement n'est même pas assez bon pour qu'on l'utilise comme papier de toilette.*» Eh oui, faut vraiment faire gaffe à ce qu'on publie, hein ! Tout peut servir à la N-VA pour cracher du venin tous azimuts, mêmes ses propres affiches ! Mais c'est ça aussi, le nationalisme ! Le dégoût de l'autre. Au lieu de l'exprimer envers les Francophones, on vise leur presse. Pas toute, ça se verrait. Mais leurs organes principaux. RTBF (télé publique) et Le Soir (journal le plus important). Ça marche tout aussi bien que d'attaquer «la race francophone», c'est légal, et tout le monde tombe dans le panneau (sauf bien sûr Charles Bricman, qui est tombé dedans étant petit).

Plus fort encore, le leader du plus grand parti de Belgique «recommande à tout le monde» de «*ne pas lire*» Le Soir ! Vous avez déjà vu ça, vous, un futur chef d'État potentiel qui recommande à sa population de ne pas lire tel ou tel journal ? Mais Het Laatste Nieuws de ce lundi, outre ses titres outranciers («Les Wallons blasphèment* sur la mort de Morel») qui mériteraient une plainte pour incitation à la haine communautaire, nous réserve un concept de liberté de la presse encore plus étonnant : l'obligation de solidarité émotionnelle !

Dans sa chronique, le toutefois très sympathique Luc Van De Kelen nous assène en effet, suite au reportage de la RTBF sur Marie-Rose Morel : «*Les journalistes francophones, tous les gens du Sud, ainsi que les politiciens, devraient réaliser que la*

solidarité est à double sens. C'est plus que de l'argent pour les chômeurs et des allocations pour les malades. Cela signifie aussi que chaque côté doit pouvoir partager les émotions et les sentiments les plus profonds de l'autre. Autrement dit — si j'ai bien compris (j'interprète hein...) —, la solidarité flamande envers les chômeurs wallons est plus ou moins conditionnée à la solidarité francophone pour Marie-Rose Morel.

À évoquer lors des négos... euh...

Passons...

Mais qui, en Flandre, s'est demandé si une telle émotion et surtout une telle couverture médiatique pour une ex-membre d'un parti particulièrement haineux envers les Francophones, dont l'éloge funèbre fut dit par l'homme le plus détesté par les gens du «Sud», tant il les a insultés et humiliés, qui donc s'est demandé si une telle médiatisation n'était pas insupportable pour beaucoup de Wallons et de Bruxellois ? (Voir mon article en néerlandais à cet égard) Est-ce que cela intéresse même la VRT, De Standaard ou Het Laatste Nieuws ? De Morgen (gauche) donne aujourd'hui une demi-page à Walter Pauli (ex-VRT) pour se réjouir de la fin prochaine du cordon sanitaire par lequel les partis démocrates s'interdisent jusqu'ici toute coalition avec l'extrême droite. Demain, les fascistes pourront, en Flandre, partager le pouvoir, et De Morgen publie quelqu'un qui s'exclame que c'est ça, la seule vraie démocratie ! C'est ça, la gauche en Flandre aujourd'hui ?

Exiger une solidarité francophone pour une «antifrancophone» (de par son engagement), ou suggérer que nous devons nous émouvoir pour les mêmes choses si nous voulons la solidarité financière (vers le Sud), c'est une fois encore dicter à la presse et à la télévision francophone comment elle doit penser, quelles choses elle a le droit de dire, et de quelle manière. Insidieusement. Attention donc, chers amis de la RTBF — qui fûtes mardis noyés sous des hectolitres de messages de haine —, quand vous parlerez encore de la Flandre, surtout, pesez chaque mot, faites attention à chaque image, mesurez chaque expression. Parce que décidément non, la presse francophone n'a, dans un tel contexte, plus le moindre droit à «l'erreur». Et sachez quand

même même celles que vous ne commettez pas vous seront reprochées.

Oui, car le reportage du journal RTBF crucifié se termine par : *«Aujourd'hui, la Flandre a rendu hommage à celle que les médias flamands appellent : 'une héroïne de la lutte contre le cancer', sans toujours souligner que ce cancer a sans doute servi à renforcer médiatiquement ses idées d'extrême droite»*. Il y a là une critique claire envers les médias flamands : *«sans toujours souligner»* implique évidemment que ce n'est pas Marie-Rose Morel qui «utilise» son cancer pour renforcer «ses» idées d'extrême droite, mais qu'il s'agit plutôt de l'effet immanquable de sa surmédiatisation précédente. Je l'avais compris comme ça en regardant le reportage, et je trouvais que ça rattrapait le «xénophobe» que j'avais trouvé inutile.

Mais cette phrase n'a pas du tout été traduite comme cela en Flandre ! La traduction de la VRT, «omet» le lien fondamental établi par *«sans souligner»* et le remplace par *«bien que»*. De ce fait, on ne peut plus comprendre autre chose que «la RTBF reproche à Marie-Rose Morel d'avoir utilisé son cancer au profit de ses idées d'extrême droite». Les journaux ont embrayé : quelle phrase apparaît, par exemple, en une du Nieuwsblad ? *«Son cancer [lui] a probablement servi à renforcer ses idées d'extrême droite dans les médias»*. J'ajoute le [lui] parce que c'est comme ça que je comprends la traduction néerlandaise ! Et 6 millions de gens avec moi.



Je n'ai pas trouvé une source journalistique flamande où le reproche de la RTBF aux médias flamands était fidèlement correctement. Toutes se concentrent sur la fin

de la citation, subtilement réinterprétée (probablement même pas volontairement). C'est impardonnable dans de telles circonstances, où l'émotion inonde le téléspectateur. En ce qui me concerne, on pourrait tout juste reprocher à la RTBF d'avoir utilisé «inutilement» le mot «xénophobe» : Marie-Rose Morel était loin d'être «la» xénophobe de son parti. Mais il me semble qu'une presse libre laisse à chaque journaliste le soin, en sa conscience, de juger, sans risquer l'opprobre public. La question est donc : peut-on justifier «xénophobe» ? Oui, on le peut.

D'abord, elle faisait partie d'un parti qui l'était incontestablement, et son image en était indissociable. Ensuite, parce qu'elle manifestait avec le Voorpost, incontestablement xénophobe. Ensuite, parce qu'elle considérait que le négationnisme relevait de la liberté d'expression, ce qui peut être considéré comme une forme d'antisémitisme. Ensuite, parce que c'est le très xénophobe Filip Dewinter qui l'a convaincue d'entrer au Vlaams Belang. Après son éjection du parti, utilisé comme argument massue par la presse flamande pour «interdire» de la présenter comme une «fasciste» au moment de son enterrement, elle n'a absolument pas dit qu'elle avait changé d'opinion, ni d'idéal — pas à ma connaissance — elle a simplement dit que la politique, et on la comprend, ne l'intéressait plus du tout. Mais ses lectures, on va le voir plus bas, étaient quand même «limites». Les «preuves» d'une xénophobie de Marie-Rose Morel sont toutefois rares, indirectes. En mai 2007, sur son blog de campagne, elle contestait les chiffres d'un certain journaliste Siegfried Bracke, qui avait parlé de 400.000 musulmans en Belgique. D'après elle, le bon chiffre était 600.000. Où est le problème ? Dans le fait, par exemple, qu'elle mettait en exergue le mot «**les étrangers illégaux**», qui ressortait du coup très bien du texte.

Et surtout dans celui qu'elle accompagnait son décompte d'une photo qui prêtait quand même légèrement à la controverse (voir ci-contre) : une masse infinie de musulmans en prière, quelque part en Flandre, pense-t-on. Une interprétation possible de cet assemblage serait : «ils sont plus nombreux qu'on ne le prétend, et en plus, regardez, ils utilisent l'espace public pour prier... d'ici à ce qu'on

doive tous devenir musulman...» Bien sûr, c'est un peu rapide comme interprétation. Mais recoupons. Dans une rencontre télévisuelle avec Wouter Van Bellingen (le premier échevin noir de Flandre), elle a déclaré à propos du voile «on met ce qu'on veut sur sa tête, je m'en fous, que ce soit un voile ou un bac de bière, je m'en fiche». Un tel respect pour les signes religieux laisse pantois (surtout pour une religion qui interdit l'alcool) et donne déjà un peu plus de crédit à l'idée que l'interprétation ci-dessus n'est pas totalement infondée.

Il y a aussi ensuite son compagnon de lutte, jusqu'au bout, et de vie, Frank Vanhecke, difficile à ne pas considérer comme xénophobe puisqu'il fut président du Vlaams Belang, un leader qui vociférait littéralement en 2006, à la tribune d'un congrès de son parti, que les étrangers qui n'étaient pas «respectueux et reconnaissants» envers la Flandre pouvaient rentrer chez eux. Applaudissements, cris, hystérie dans le public !

Morel et Vanhecke se seraient, selon Knack (en 2008), envoyé des mails signés «88 plus que jamais» ou «88 pour toujours». Selon le magazine (flamand, hein, je le précise pour lui éviter une avalanche de mails antifransquillons), 88 doit être compris comme «Heil Hitler», le H étant la 8e lettre de l'alphabet. Morel s'en est défendue, affirmant qu'ils étaient tous deux d'anciens cibistes, et que 88 est le code CB pour «bisous». C'est vrai, j'ai vérifié. Mais vu que «bisous plus que jamais» ne veut pas dire grand-chose, le doute me paraît autorisé. D'autant que je vois mal un politicien belge admettre qu'il aurait signé 88 pour Heil Hitler. Et même en ne tenant pas compte du 88 controversé, sur base de tout ce qui précède, un journaliste doit avoir le droit de



conclure que Marie-Rose Morel était «xénophobe». Sinon, on est franchement mal barre !

Pour l'avoir fait, pour avoir respecté la conscience d'un journaliste et la déontologie élémentaire, surtout envers l'extrême droite, la chaîne publique francophone s'est donc attiré les foudres de la presse flamande, avec des titres à la limite du racisme antifrancophone cette fois. Car tout en reprochant à la RTBF d'avoir accusé «la Flandre» de faire d'une «xénophobe» une héroïne, les journaux flamands ont fait aussi fort, et même pire, en mettant tous les Francophones dans le même bain : «*LA BELGIQUE FRANCOPHONE [en capitales] trouve la compassion envers Morel totalement déplacée*» (Het Nieuwsblad) ; «*Les Wallons abusent de (ou blasphèment sur) la mort de Morel*» (Het Laatste Nieuws). Voilà ce qu'il en coûte de révéler une vérité que le Nord n'apprécie pas. La fureur dégouline des journaux flamands. La RTBF est tétanisée.

Une telle campagne, massive, contre un reportage de 2 minutes, sans que jamais l'on ne tente de comprendre la raison d'une telle différence de traitement, fait peur. Le deuil national, ou plutôt nationaliste pour une ex-députée du Vlaams Belang, est donc plus important que toute autre considération, la démocratie, la liberté de la presse, le respect pour les victimes de la Shoah (eh oui, l'extrême droite, même «modérée» inspire ça aussi !), la protection de notre société contre les totalitarismes, le danger du mélange des genres, ou plus proche de nos préoccupations quotidiennes, la cohésion des communautés ?

Le mot Shoah que j'ai repris ci-avant, je l'ai pesé pendant plus d'une heure, me demandant si ça n'allait pas être pris pour une provocation. Et puis, je me suis rendu compte que j'étais moi-même en train de m'autocensurer pour correspondre au politiquement correct imposé par la N-VA, le Vlaams Belang, le journalisme VRT, Het Laatste Nieuws, et même De Morgen. J'ai donc laissé le mot, parce que c'est celui que me commandent mon âme et ma conscience. Car moi aussi, j'ai eu un choc. Ou plutôt plusieurs.

L'avant-dernier date de bien avant samedi. Et ma gêne, c'est de ne pas avoir pu en parler la semaine passée, parce qu'on m'aurait reproché de déshonorer une défunte. Où l'on

voit à quel point le fait de ne plus limiter son panthéon de héros aux seuls grands démocrates, ou aux apolitiques mène à des tabous qui rabaissent la parole libre à un discours ordurier, blasphématoire, scandaleux. Ce choc, je l'ai éprouvé il y a quelques semaines quand j'ai vu Marie-Rose Morel conseiller, dans un ultime reportage de la VRT sur sa maladie, un «classique» de la littérature flamande qui s'appelle «Kogel in de Kop» (une balle dans la tête), écrit par Valère Depauw, un ex-collaborateur de De Vlag (organisation nazie flamande financée par Berlin), dont le sujet est «l'injuste» exécution d'un autre collaborateur, Léo Vindevogel, bourgmestre de guerre de Courtrai, condamné à mort pour avoir dénoncé cinq résistants communistes à l'occupant.

Le livre raconte les derniers jours de Vindevogel, et aurait beaucoup aidé Marie-Rose Morel à se préparer à son sort injuste. On ne peut que compatir. On ne peut que s'incliner. Car si on lui reprochait la nature de cette lecture, on manquerait de solidarité, d'empathie, d'humanité. Mais voir ça sur une chaîne publique ! Laisser ça au montage ! Pourquoi pas dire les choses clairement ? «Chers téléspectateurs, voici le 'classique' de notre belle littérature à lire cette semaine. Les Francophones écriront que c'est un livre révisionniste. Mais les journalistes Francophones, beste kijkers, ce sont d'abominables gens, vous savez, des sans cœur, ou comme l'écrit Van Der Kelen ce lundi, des personnes habitées par 'une haine obsessionnelle qui poursuit les gens jusque dans la mort.'» Mais oui. Il a écrit ça, notre journaliste flamand modéré. Et il a rajouté : «Cela témoigne d'une absence totale de sentiment humain». Voilà. Celui qui critiquera la promotion des lectures légèrement révisionnistes de Marie-Rose Morel est en quelque sorte un animal. Une bête. C'est donc ce que je suis. Et voilà !

C'est ça, la liberté absolue d'expression que la N-VA, le Vlaams Belang, et de plus en plus, la Flandre journalistique nous proposent : celle qui s'arrête là où s'arrête «leur» Flandre. Bart peut traiter tous les Wallons de junkies, qualifier «notre» journal principal de papier chiotte. Notre premier ministre flamand peut se permettre de comparer notre chaîne publique communautaire avec une autre, génocidaire. Tout ça, on peut nous le foutre dans la gueule

d'un grand coup de savate. Mais «nous», nous n'avons pas le droit de dire ce que «nous» pensons de Marie-Rose Morel, du Vlaams Belang et, oui, de la N-VA. La Flandre fait son deuil.

Vous croyez qu'un seul journal flamand compatirait quand Bart décrit les habitants des communes à facilités (à majorité franco-phones) comme «*des immigrés au même titre que les Turcs ou les Marocains*» ? Non, mais vous rêvez, là ? Tenez, à propos d'immigrés et de liberté de la presse : des N-VA et une Open VLD (libéraux — enfin, certains le sont encore...) sont scandalisés parce que Le Soir ose proposer une édition pour les Francophones de la Périphérie. Ils sont 120.000. Il s'agit d'une édition dont une page «périphérie bruxelloise» serait rédigée spécialement pour eux. C'est évidemment une «mauvaise initiative», nous répond-on en Flandre. Parce qu'elle incite les Francophones à lire en français, plutôt qu'à lire la revue imprimée par le gouvernement flamand, à leur intention, en néerlandais, très orientée, et franchement ultra-flamingante par moments. Et c'est même une très mauvaise idée, parce que Le Soir pourrait inciter les Francophones de ce bout de Flandre à penser autrement que ce qui convient au ministre de la Périphérie, Geert Bourgeois, N-VA. Imaginez que Le Soir ose diffuser les opinions d'Olivier Maingain, cet extrémiste, ce Pol Pot bruxellois, ce nazi, ce vlamingenhater, ce cannibale dira-t-on bientôt, qui abat sûrement trois jeunes Flamandes chaque matin, au hasard dans la rue, et mange, sans même les cuire, leurs cuisses en guise de petit déjeuner !

Et la liberté des minorités d'avoir l'information qu'elles veulent, dans la langue qu'elles veulent, et de pouvoir lire les opinions qu'elles souhaitent lire ? Mais vous n'êtes pas fous non ? En Flandre ? Non. Exclu. Elle ne vaut pas pipette à-côté de la liberté des Flamands de ne pas (trop) entendre parler une langue autre dans les rues flamingantes de la Flandre périphérique. C'est ça, pour les partis flamands, pour les intellectuels flamands, la liberté qu'ils vendent à leurs lecteurs et électeurs : celle de ne pas devoir entendre du français autour de Bruxelles ! Liberté de la presse ? Minorités ?

À ce propos, [d'après Mark Demesmaeker](#) (N-VA), les Francophones de la Périphérie ne

sont même plus des «immigrants», comme le disait Bart De Wever sans que sa presse ne les défende (Luc Van Der Kelen les ayant comparés à des «colons israéliens envahissant la Flandre-Palestine», on ne s'y attendait pas vraiment non plus, faut dire !) Non, ils ne sont plus des immigrants, ni des colons, mais — tenez-vous bien — des fuyards, des «réfugiés francophones» («*Franstalige vluchtelingen*») ! Quant à la liberté de lecture, c'est encore un N-VA qui nous en donne un aperçu, demandant qu'on retire les journaux francophones de la bibliothèque de son patelin, Steenokkerzeel. Car comment supporter qu'il y ait, dans une bibliothèque flamande des choses comme, je cite, «*le Soir porteur de haine*» ou, selon un de ses collègues, tous les journaux francophones «*aux opinions antiflamandes*», dont il doute ouvertement de la valeur éducative pour les lecteurs locaux (néerlandophones).

Ça va ? Vous tenez le coup ? Béatrice Delvaux ? Johanne Montay ? Vous tenez le coup ? Encore un petit effort. On est presque au bout.

Dans Het Laatste Nieuws de ce lundi, dans l'ultime phrase de la diatribe dans laquelle il «nous» identifie à «notre» presse, Van Der Kelen termine en se demandant s'il peut encore faire entendre une voix flamande modérée (sic) sur les ondes francophones. Mais enfin, Luc, quelle importance ça peut bien avoir ? Ce pays est mort samedi. Il repose sous un lion noir.